



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture de zone SGAMI Ouest

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Accord cadre à bons de commande et à marchés subséquents
(article L.2125-1 et R.2162-1 et R.2162-14 du code de la commande publique)

Appel d'offre

(articles L.2124-1 et L.2124-2, R. 2124-1, R.2124-2, R.2161-1 à R.2162-6 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique)

Travaux d'installation, fourniture et mise en service de systèmes de sûreté électronique des services du ministère de l'Intérieur dans la zone de défense et de sécurité Ouest (Bretagne, Pays-de-la-Loire, Normandie, Centre-Val-de-Loire) ainsi que pour les services des préfectures

RÈGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES : mercredi 14 mai 2025 à 16h00

Le présent R.C. comporte 18 pages dont celle-ci.

SOMMAIRE

1.- OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.1.- Pouvoir adjudicateur.....	4
1.2.- Sites sécurisés et clause de confidentialité.....	4
2.- INTERVENANTS	4
2.1.- Organisme passant le marché.....	4
2.2.- Services bénéficiaires maîtres d'ouvrages.....	4
3.- TYPE DE PROCEDURE ET DISPOSITIONS PARTICULIERES	5
3.1.- Procédure de passation, forme du marché et exécution.....	5
3.2.- Allotissement et montant maximum par lots.....	5
3.3.- Durée du marché.....	5
3.4.- Nomenclature et code CPV.....	5
3.5.- Solution de base / Variantes.....	5
3.6.- Clauses environnementales.....	6
3.7.- Clauses sociales.....	6
4.- DOSSIER DE CONSULTATION	6
4.1.- Composition du Dossier de Consultation (DC).....	6
4.2.- Modalités de retrait et de consultation des documents.....	6
4.2.1.- Retrait du dossier de consultation.....	6
4.2.2.- Pré-requis techniques et format des fichiers.....	6
4.3.- Modifications du DC – Anomalies.....	7
4.3.1.- Modifications du DC.....	7
4.3.2.- Anomalies.....	7
4.4.- Questions des candidats – Demandes de précisions.....	7
4.5.- Visite des sites.....	7
5.- PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.1.- Forme juridique des candidats.....	7
5.2.- Sous-traitance.....	8
5.3.- Pièces à fournir.....	8
5.3.1.- Pour la CANDIDATURE (justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat) et pour chacun des lots.....	8
5.3.2.- Pour l'OFFRE et pour chacun des lots.....	9
5.4.- Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	10
5.4.1.- Transmission électronique.....	10
5.4.2.- Copie de sauvegarde – Article R.2132-11 du CCP.....	10
5.5.- Délai de validité des offres.....	11
6.- EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
6.1.- Analyse des candidatures.....	11

6.2.- Critères d'analyse et jugement des offres.....	12
6.3.- Classement définitif des offres et limitation du nombre d'attribution de rang 1	12
7.- ACHÈVEMENT DE LA PROCÉDURE	12
Documents obligatoires pour l'attribution du marché.....	12
ANNEXE N°1 – (RC) JUGEMENT DES OFFRES	14
<i>Notation du Plan Assurance Sécurité (PAS).....</i>	<i>14</i>
ANNEXE N°2 – (RC) CAS PRATIQUE	16
A2.1.- Présentation des attendus.....	16
A2.2.- Périmètre du projet.....	16
A2.3.- Existant sur site.....	17
A2.4.- Besoin et énoncé des travaux.....	17

1.- OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement concerne les travaux d'installation, la fourniture et la mise en service de systèmes de sûreté électronique pour les services de ministère de l'intérieur et des outre-mer de la zone ouest.

Les services concernés sont listés dans l'annexe « liste des services »).

1.1.- Pouvoir adjudicateur

Cet accord cadre est exécutable par bons de commandes ou par marchés subséquents.

L'acheteur en tant que pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du Code de la Commande Publique (CCP) est le préfet de zone de défense et de sécurité ouest.

1.2.- Sites sécurisés et clause de confidentialité

L'attention du candidat est particulièrement attirée sur le fait que les travaux à exécuter se situent dans des enceintes à l'intérieur desquels des précautions particulières sont à prendre pour la sécurité. Le candidat doit se conformer aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) prévues à son article 4.

2.- INTERVENANTS

2.1.- Organisme passant le marché

La passation du marché est assurée par :

Secrétariat Général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Ouest à Rennes (SGAMI Ouest)

Bureau Zonal des achats et des marchés publics (BZAMP) Section Fournitures courantes et services

28 rue de la Pilate

CS 40725

35207 Rennes Cedex 2

sgami-ouest-bzamp-travaux@@interieur.gouv.fr

2.2.- Services bénéficiaires maîtres d'ouvrages

Le présent accord-cadre peut être exécuté par l'émission de bons de commande ou bien par la conclusion de marchés subséquents (article R.2162-3 du CCP). Les différents maîtres d'ouvrages sont au sens de l'article L.2410-1 du CCP :

- le préfet de zone de défense et de sécurité ouest pour l'ensemble des opérations concernant les services de la police nationale ;
- les préfets de département concernés de la zone de défense et de sécurité pour l'ensemble des opérations et fournitures relevant des services départementaux ;
- la région de gendarmerie Bretagne.

L'annexe « Liste des services » donne le détail du périmètre des services concernés.

Le périmètre du présent accord-cadre n'inclut pas :

- les marchés non-allotés de type conception-réalisation ou marchés globaux qui sont mis en œuvre par des groupements (articles R.2171-1 et suivants du CCP) ;
- les services relevant des marchés de défense et de sécurité (articles R.2300-1 et suivants du CCP).
- les prestations de maintenance de niveaux 1 à 3 (norme AFNOR X 60-000 / 2016) sont exclues du présent accord-cadre

En revanche, les maintenances de niveaux 4 ou 5 (norme AFNOR X 60-000 / 2016) lors de la phase d'exploitation de ces ouvrages relèvent du périmètre du présent accord-cadre.

3.- TYPE DE PROCEDURE ET DISPOSITIONS PARTICULIERES

3.1.- Procédure de passation, forme du marché et exécution

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 et R.2161-1 à R.2161-5 du CCP.

L'accord-cadre est de forme multi-attributaires. Un maximum de 3 titulaires sera retenu pour chacun des lots, classés de rang n°1 à n°3 en fonction de leur notation respective suivant les critères de sélection indiqués à l'article 6.2.- Critères d'analyse et jugement des offres du présent règlement de consultation, et sous réserve d'un nombre de candidats suffisant.

L'accord cadre est exécutable à marchés subséquents ou à bons de commandes (articles L.2125-1 et R.2162-1 et R.2162-14 du CCP) selon le montant estimé du besoin.

Les candidats sont invités à se reporter à l'article 7 du CCAP de la présente consultation.

Par ailleurs et conformément à l'article R.2113-1 du CCP, un même groupe ou holding ne pourra, lui-même ou par l'intermédiaire de ses filiales détenues à plus de 50 % du capital social, être titulaire de rang n°1 pour plus de 2 lots, comme détaillé à l'article 6.3.- Classement définitif des offres et limitation du nombre d'attribution de rang 1. Chaque candidat devra compléter et fournir dans son offre l'annexe sur la préférence de lot. Dans le cas où des candidats serait à égalité sur un lot de l'accord-cadre, c'est le candidat qui aura formulé l'offre de prix la mieux disante qui sera classé premier.

3.2.- Allotissement et montant maximum par lots

Les opérations faisant l'objet du présent accord cadre se décomposent en quatre (4) lots.
Le montant maximum des 4 lots est indiqué dans le tableau ci-dessous :

N° de lot	Région	Montant maximum HT par période de 24 mois	Montant maximum HT sur la durée totale de l'accord-cadre
Lot 1	Bretagne	2,5 millions d'euros	5 millions d'euros
Lot 2	Normandie	2,5 millions d'euros	5 millions d'euros
Lot 3	Centre – Val de Loire	2,5 millions d'euros	5 millions d'euros
Lot 4	Pays de Loire	2,5 millions d'euros	5 millions d'euros

3.3.- Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de sa notification pour une durée ferme de 2 ans, avec possible reconduction pour une durée de 2 ans (cf. article 6.1 du CCAP).

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans les bons de commande ou les actes d'engagement (AE) de chaque marché subséquent.

3.4.- Nomenclature et code CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (code CPV) est :

35120000 : Systèmes et appareils de surveillance et de sécurité
45311000 : Travaux de câblage et d'installations électriques

3.5.- Solution de base / Variantes

Le candidat n'est pas autorisé à proposer de variante.

3.6.- Clauses environnementales

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué à l'article 16 du CCAP, et un critère de jugement des offres mentionné à l'ANNEXE N°1 – (RC) JUGEMENT DES OFFRES.

Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3.7.- Clauses sociales

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué à l'article 15 du CCAP. Les conditions d'exécution concernent les heures d'insertion ou la formation scolaire (apprenti, alternant, etc.) ainsi que la lutte contre les discriminations.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter les obligations attachées à cette clause dans le cadre de l'exécution des prestations.

4.- DOSSIER DE CONSULTATION

4.1.- Composition du Dossier de Consultation (DC)

- Règlement de la Consultation (RC) et ses deux annexes (Annexe 1 Jugement des offres et Annexe 2 Cas pratique),
- Acte d'engagement (AE)
- Bordereau de prix unitaires (BPU)
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes (trame de mémoire technique, préférence des candidatures par lot, liste des services, attestation responsabilité cybersécurité) ;
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 5 annexes (principes câblage, principes contrôle d'accès, principes détection-intrusion, principes vidéo-protection et principes exploitation)
- Mémoire technique préformaté ;
- Cadre de présentation du Plan d'Assurance Sécurité (PAS) et sa grille de notation

4.2.- Modalités de retrait et de consultation des documents

4.2.1.- Retrait du dossier de consultation

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'État (« PLACE ») : www.marches-publics.gouv.fr

Cette plateforme autorise les retraits anonymes des dossiers de consultation mais le pouvoir adjudicateur préconise l'identification des candidats avec **une adresse courriel électronique valide** permettant une correspondance électronique de façon certaine, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Si le téléchargement du DCE se fait anonymement, ou si les changements d'adresse mail ne sont pas répercutés sur la plateforme de dématérialisation, les soumissionnaires ne pourront être informés des éventuelles modifications de la consultation et devront en assumer l'entière responsabilité.

Attention : les courriels de la plateforme peuvent être réceptionnés dans les spams de la boîte mail, le candidat doit donc être vigilant sur la réception de ces mails et s'assurer de la bonne configuration de sa messagerie.

4.2.2.- Pré-requis techniques et format des fichiers

Le candidat devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation pour toute action sur ledit site.

Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Le candidat a la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer le DC et poser des questions sur le DC. Un guide d'utilisation est également disponible sur le site dans la rubrique « aide ».

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par la personne publique, le candidat devra disposer d'un outil ZIP (lecture et création) et pouvoir lire les fichiers PDF des logiciels permettant de lire les formats ou extensions suivants : « doc » « odt » « xls » « ods » « pdf » « dxf » « plt » « dwg ».

4.3.- Modifications du DC – Anomalies

4.3.1.- Modifications du DC

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.3.2.- Anomalies

Le candidat est invité à signaler les éventuelles anomalies, imprécisions, erreurs ou contradictions qu'il pourrait déceler dans le dossier de consultation, pour qu'elles puissent être rectifiées avant la clôture de la consultation.

Pour ce faire, les signalements sont à envoyer via le bouton « poser une question » sur le lien de la consultation du site de la PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de modifier ou non le DC en conséquence.

4.4.- Questions des candidats – Demandes de précisions

Les questions et les demandes de renseignements complémentaires, rédigées entièrement en langue française, sont à envoyer via le bouton « poser une question » sur le lien de la consultation du site de la PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La réponse s'effectuera via ce service.

Les questions doivent être posées au plus tard 12 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, pour permettre une éventuelle diffusion de la réponse à tous les candidats potentiels dans de bonnes conditions.

4.5.- Visite des sites

Pour chaque marché subséquent, la visite du/des sites sur lesquels les travaux sont exécutés sont obligatoires. Les modalités d'accès des sites sécurisés sont définies dans le CCAP.

5.- PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les pièces du dossier de consultation ne doivent en aucun cas être modifiés, hors documents complétés par le candidat constituant son offre . Toute modification de ces pièces entraînera le rejet et la nullité de l'offre.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager la société.

Les offres doivent être entièrement rédigées en langue française. En cas de documents rédigés dans une autre langue que le français, le candidat doit joindre une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

5.1.- Forme juridique des candidats

Pour chaque lot de la consultation, le candidat pourra répondre soit sous la forme d'un contractant unique regroupant toutes les compétences nécessaires, soit sous la forme de membre d'un groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats uniques et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

En application de l'article R.2142-4 du CCP, un opérateur économique ne peut être mandataire que d'un seul groupement.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est le groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'exposé ci-avant.

5.2.- Sous-traitance

L'offre, qu'elle soit présentée pour un seul candidat ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus. Elle devra en sus, indiquer les prestations (et leurs montants) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui exécuteront les prestations.

Le candidat s'engage, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, à produire le ou les contrats de droit privé passé(s) avec son ou ses sous-traitants proposés.

5.3.- Pièces à fournir

Remarque : Il n'est pas demandé aux candidats de renvoyer signé l'ensemble des documents composant le dossier de consultation. Le fait d'avoir transmis une réponse atteste que le candidat a pris connaissance de tous les documents du marché et l'engage.

Le dossier à remettre par les concurrents comprendra les pièces suivantes.

5.3.1.- Pour la CANDIDATURE (justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat) et pour chacun des lots

DC 1*	OU	- Lettre de candidature - Déclaration sur l'honneur (forme libre) faite par le candidat conformément à l'article R.2143-3 du CCP.	OU	DUME**
DC 2*	OU	- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature	OU	

* imprimés téléchargeables dans leurs dernières versions disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

** le Document Unique de Marché Européen (DUME) (article R.2143-4 du CCP). Le candidat peut se référer au support de formation du profil acheteur (PLACE) pour renseigner son DUME (cf. le guide d'utilisation à télécharger ici : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>)

Document relatif aux **pouvoirs** de la personne habilitée pour engager le candidat (*en cas de groupement, pour chacune des entreprises*).

Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de maîtres d'ouvrages de bonne exécution pour les travaux les plus importants indiquant le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisant s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés

régulièrement à bonne fin.

En cas de sous-traitance au stade de la candidature, le candidat joint :

- le formulaire DC4 dûment complété (formulaire disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- une attestation de mise à disposition du sous-traitant par laquelle le candidat indique qu'il bénéficiera des moyens du sous-traitant pour l'exécution du marché avec les prestations (et leurs montants) envisagées, la dénomination et la qualité du sous-traitant.

Le candidat joint à son dossier de candidature les documents exigés pour la vérification des garanties professionnelles, techniques et financières de chaque sous-traitant présenté et précisera la date de signature du contrat de sous-traitance.

Si le candidat est en redressement judiciaire ou sous le coup d'une procédure étrangère équivalente, il fournira la copie du ou des jugements prononcés

En complément, il est possible d'anticiper la remise des pièces suivantes nécessaires à l'attribution du marché :

Les pièces mentionnées aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254- 5 du code du travail.

Les attestations et/ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant la satisfaction des obligations fiscales et sociales de moins **de 6 mois**.

Les attestations d'assurance en cours de validité avec une garantie suffisante pour couvrir les risques liés à l'exécution des prestations :

- assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leurs exécutions,
- assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil.

Un relevé d'identité bancaire.

Le pouvoir adjudicateur, ayant des mesures particulières de sécurité, n'est pas en capacité d'avoir accès à l'ensemble des sites internet. Le candidat veillera donc à ne pas fournir de liens d'accès internet pour compléter sa réponse. À défaut son offre pourra être déclarée irrégulière.

5.3.2.- Pour l'OFFRE et pour chacun des lots,

Acte d'engagement (AE) (Format PDF),

À compléter, dater et, éventuellement, signer par les représentants qualifiés et habilités les entreprises candidates.

Bordereau des Prix Unitaires (BPU) complété dans tous ses onglets

Fiches techniques telles que demandées au BPU

Mémoire technique préformaté conforme à la trame fournie dans le DCE

Cadre de présentation du Plan d'Assurance Sécurité (PAS)

Cas pratique et le devis afférent, y compris les certifications des solutions techniques proposées

Annexe de classement des offres par ordre de préférence par lot

△ Le candidat veillera à apporter une réponse claire et concise dans chaque rubrique de la trame de mémoire technique. Il peut amender ses propos par tout document annexé et identifié dans le mémoire.

5.4.- Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis doivent parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception indiquées sur la page de garde du présent document.

5.4.1.- Transmission électronique

Le dépôt des plis sur le profil acheteur Place est obligatoire.

Aucun autre dépôt, sous quelque forme que ce soit, ne sera pris en compte (hormis copie de sauvegarde).

Le candidat doit déposer sa candidature et son offre exclusivement sur le profil acheteur (plateforme PLACE – <https://www.marches-publics.gouv.fr>)

SGAMIO_ACZ_SURETE_ELECTRONIQUE

Pour ce faire le candidat peut se référer au guide d'utilisation de la plateforme disponible sur ce site.

Chaque candidat veillera à la bonne transmission de son offre signalée par un accusé de réception électronique.

Le candidat doit donc tenir compte des aléas des envois électroniques et des délais nécessaires pour s'assurer de la transmission électronique de son pli avant les date et heure limites de réception prévues. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Le pli électronique est considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limite de réception des offres.

Afin de limiter les problèmes techniques lors du dépôt électronique, l'attention des candidats est attirée sur les points suivants :

- L'importance du nommage des fichiers par des intitulés les plus courts possibles,
- Proscrire les accents dans les noms de fichiers et plus généralement tous les symboles et caractères spéciaux,
- Ne pas utiliser les .exe et les macros,
- Respecter les recommandations formulées par la plate-forme de dématérialisation des offres lors du processus d'envoi (dossier d'offre au format compressé .zip).

**Au stade de dépôt des plis, l'offre du candidat n'a pas à être obligatoirement signée.
La signature est requise pour le seul acte d'engagement.
Une signature manuscrite originale sera attendue de l'attributaire lors de la décision d'attribution.**

Conformément aux dispositions de l'article R.2151-6 du CCP, si un soumissionnaire dépose successivement plusieurs plis sur le profil acheteur, seul le dernier pli déposé et reçu par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres est ouvert. Ainsi, pour chaque pli déposé par le candidat, ce premier doit être complet et contenir l'ensemble des pièces attendues telles que listées dans le présent règlement de la consultation.

5.4.2.- Copie de sauvegarde – Article R.2132-11 du CCP

Le pli électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, au format physique (papier ou support physique électronique) ou par voie électronique (copie de sauvegarde dématérialisée).

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique sur le profil acheteur (plateforme PLACE). La trace de cette malveillance est conservée ;

- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que cette transmission sur le profil acheteur ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde au format physique (papier ou support physique électronique) est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement :

- la mention « copie de sauvegarde »,
- le nom du candidat,
- l'identification de la procédure (SGAMIO_ACZ_SURETE_ELECTRONIQUE).

Elle peut être :

- soit envoyée en lettre recommandée avec accusé de réception, à **l'adresse postale** ci-dessous :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Ouest
Bureau des Achats et des Marchés Publics
CS 40725
35207 RENNES Cedex 2

- soit livrée ou déposée contre récépissé sous enveloppe aux horaires d'ouverture de l'accueil, à **l'adresse physique** ci-dessous :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Ouest
Bureau des Achats et des Marchés Publics
28 rue de la Pilate
Poste de garde – CRS 9
35136 SAINT-JACQUES DE LA LANDE

La copie de sauvegarde peut être envoyée par voie électronique (copie de sauvegarde dématérialisée) :

- transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).
- en informant par mail le pouvoir adjudicateur des modalités d'accès à celle-ci (identifiant, mot de passe éventuel ou toute autre modalité requise) à l'adresse suivante :

sgami-ouest-bzamp-travaux@interieur.gouv.fr

Le candidat veillera à placer la copie de sauvegarde dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ", en indiquer en objet dans le corps du texte :

- le nom du candidat,
- l'identification de la procédure (SGAMIO_ACZ_SURETE_ELECTRONIQUE).

5.5.- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **cent-quatre vingt (180) jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

6.- EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2151-1 à L.2152-8, R.2144-1 à R.2144-7 et R.2152-1 à R.2152-13 du CCP.

6.1.- Analyse des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum qu'il fixe.

Le dossier de candidature vise à garantir que le candidat dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et des capacités économiques financières, techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché. Conformément à l'article R. 2144-3 du CCP, ces vérifications pourront être effectuées à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

6.2.- Critères d'analyse et jugement des offres

Les critères d'analyse sont détaillés en :
ANNEXE N°1 – (RC) JUGEMENT DES OFFRES
ANNEXE N°2 – (RC) CAS PRATIQUE
ANNEXE « PAS-Grille-Notation »

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

6.3.- Classement définitif des offres et limitation du nombre d'attribution de rang 1

Les candidats sont libres de présenter une offre pour autant de lots que souhaités sur les 4 lots composant le présent marché.

Lors du dépôt de leur offre, les entreprises candidates classent impérativement, dans l'annexe « Préférence des candidatures par lots » les régions (lots) auxquelles elles candidatent par ordre de préférence dans le document dédié.

Selon leur classement résultant de l'analyse des offres, les entreprises qui seraient classées premières dans plus de 2 lots seront respectivement classées mais ne pourront être déclarées titulaires de rang n°1 que dans les deux premiers lots correspondant à leur ordre de préférence.

Dès lors qu'un candidat est classé en rang n°1 pour d'autres lots suite à analyse des offres alors qu'il est déjà classé en rang n°1 dans les deux lots correspondant à ses préférences, il sera automatiquement classé second et le candidat classé deuxième se verra attribuer le rang n°1.

En cas d'égalité de plusieurs candidats sur un même lot, le candidat présentant la meilleure offre financière sera retenue, et ce pour tous les rangs de classement (n°1, n°2 ou n°3).

A titre d'exemple, une entreprise classée première pour 3 lots candidats sera :

- classée de rang n°1 pour les deux premiers lots correspondant à son ordre de préférence ;
- classée seconde dans le troisième lot.

Il n'y a plus de limitation d'attribution de lot dans l'hypothèse où, un candidat qui verrait ses offres classées premières pour les 2 lots correspondant à son ordre de préférences, serait le seul à candidater sur un autre lot.

7.- ACHÈVEMENT DE LA PROCÉDURE

Documents obligatoires pour l'attribution du marché

Conformément aux critères précités, l'offre la mieux-disante est retenue à titre provisoire. Le candidat devra alors produire dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur :

- Les pièces mentionnées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254- 5 du code du travail,
- Les attestations et/ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant la satisfaction des obligations fiscales, sociales (- **de 6 mois**),
- Les attestations d'assurance :
 - assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leurs exécutions,
 - assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil,
- Un relevé d'identité bancaire.

Lorsqu'il est envisagé d'attribuer un marché à une personne physique ou morale susceptible d'être détenue directement ou indirectement ou qui peut être regardée comme agissant pour le compte ou sur instruction d'une personne russe, l'acheteur public, pour vérifier ces éléments, demandera à l'attributaire concerné de produire les éléments demandés dans les délais impartis. La non-réponse ou la production de pièce non probantes pourra conduire l'acheteur à écarter le candidat au profit de celui classé juste après.

En cas de doute ou de demande de dérogation, l'acheteur s'adressera à la direction générale du Trésor (l'acheteur peut adresser une demande d'autorisation à sanctions-russie@dgtresor.gouv.fr)

NB : Le candidat peut anticiper la remise de ces pièces en les joignant à son dossier de candidature.

Si ces documents ne sont pas présentés par le candidat dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée (article R.2144-7 du CCP). Le pouvoir adjudicateur présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

ANNEXE N°1 – (RC) JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué selon les critères pondérés suivants :

Critères	Sous-critère	Pondération (%)
CAS PRATIQUE (55 points)	Valeur technique au vu de la proposition technique du candidat sur le projet : - compréhension des besoins y compris livrables (plan d'implantation et tout autre document démontrant la compréhension de la commande) /6, - solution technique (y compris certifications) /14,	20
	Prix d'un point de vue du devis du projet (*)	30
	Formalisme des livrables au vu des documents demandés et fournis (présentation, clarté, respect de la trame...)	5
PRIX (10 points) au vu du BPU	Nb de prix moins-disants au BPU sur l'onglet nommé « BPU »	10
VALEUR TECHNIQUE (33 points) (au vu du mémoire technique préformaté)	Qualité technique des matériels et fournitures proposés aux BPU, y compris durabilité et maintenabilité	20
	Organisation et moyens humains dédiés aux prestations de l'accord-cadre, y compris qualifications (type APSAD, R81, R82, etc.), et reporting	13
PLAN ASSURANCE SECURITE (2 points)	Cf annexe « PAS-Grille-Notation »	2
TOTAL		100

(*) Pour l'analyse du prix, le pourcentage de réduction catalogue sur les prix unitaires proposés sera apprécié dans le cadre du devis. Ce pourcentage devra être reporté dans l'acte d'engagement par le candidat.

Pour les qualifications

Sont pris en compte les points suivants:

- nombre et qualité des qualifications (APSAD, R81, R82)
- nombre et qualité des certifications constructeur sur les produits proposés au BPU

Notation du Plan Assurance Sécurité (PAS)

Le sous missionnaire devra fournir un PAS qui suivra exactement la structure détaillée dans le document « PAS-Structure » en respectant la chronologie proposée

Tout PAS ne suivant pas cette structure ne sera pas analysé et recevra automatiquement la note de 0.

Sont notamment pris en compte les points suivants:

- Sécurité des ressources humaines
- Gestion des actifs
- Gestion des accès logiques
- Gestion des authentifiants
- Sécurité physique
- Sécurité de l'exploitation des SI
- Sécurité des communications

- Maintenance des SI
- Relation avec les tiers
- Gestion des incidents et des alertes
- Gestion de la continuité d'activité
- Mise à jour des systèmes et logiciels
- Gestion de la documentation
- Contrôle et évaluation
- Organisation de la sécurité
- Responsabilités liées au PAS
- Procédures d'évolution du PAS
- Mesures de sécurité

ANNEXE N°2 – (RC) CAS PRATIQUE

A2.1.- Présentation des attendus

Pour information, aucun plan n'est fourni par l'acheteur. C'est au candidat d'imaginer le plan d'implantation de sa solution technique.

Ce document contient un cas de figure type d'installation d'une solution de contrôle d'accès et de vidéo-protection sur un site nommé « Site exemple ».

Il vous est demandé d'apporter une réponse technique et commerciale claire et synthétique permettant d'identifier les objectifs et les attendus quant à la réalisation de ce projet.

Le sous-missionnaire choisit une solution de contrôle d'accès et une solution de vidéo protection qui lui paraissent les plus pertinentes et représentatives du besoin exprimé.

La réponse correspondra à la fourniture de deux mémoires techniques selon les critères et éléments décrits dans le CCTP :

- Un mémoire technique pour le contrôle d'accès
- Un mémoire technique pour la vidéo protection

La réponse intégrera un volet commercial par l'intermédiaire du devis détaillé en deux parties :

- Une partie contrôle d'accès
- Une partie vidéo protection

Pour le contrôle d'accès, le devis doit respecter la structure suivante :

- Centralisation : Matériel (serveur, UTL, Module de porte...)
- Postes client : Pour chaque poste client, indiquer le matériel (PC, écrans, ...)
- Licences : Indiquer l'ensemble des licences nécessaires au fonctionnement de la solution (serveur, postes clients, lecteurs de badges ...)
- Par porte : Pour chaque porte indiquer le matériel posé
- Câblage : Indiquer les différents métrages et les prestations associées (pose câblage, ...)
- Prestations : Indiquer les différentes prestations utilisées hors câblage telles que les prestations P1, les formations,

Pour la vidéo protection, les devis doivent respecter la structure suivante :

- Centralisation : Matériel (serveur, stockage,...)
- Postes client : Pour chaque poste client indiquer le matériel (PC, report vidéo, écrans, ...)
- Licences : Indiquer l'ensemble des licences nécessaires au fonctionnement de la solution (serveur, postes clients, caméras ...),
- Par caméra : Pour chaque caméra indiquer le matériel posé
- Câblage : Indiquer les différents métrages et les prestations associées (pose câblage, ...)
- Prestations : Indiquer les différentes prestations utilisées telles que les prestations P1, les formations, ...

Le prestataire doit répondre à la présente demande en respectant les prescriptions du CCTP fourni au marché et être en cohérence avec les éléments du bordereau de prix, pourcentage de réduction pour les éléments non prévus au BPU et fiches techniques.

Pour rappel le BPU n'étant pas un catalogue exhaustif, la solution technique proposée est complète, fonctionnelle et comprend l'ensemble des éléments matériels et prestations nécessaires au parfait achèvement du projet.

A2.2.- Périmètre du projet

Le site exemple ne contient aucun système vidéo et possède un système de contrôle d'accès obsolète à remplacer.

Le site est composé de :

- 1 bâtiment avec un local technique
- 1 cour murée
- 150 personnels sur site

Le ministère fournit, pose et paramètre les commutateurs du réseau de sûreté (HPE 5130 JG936A 24P ou JG937A 48P selon besoin). La baie en place dans le local technique permet complètement l'intégration des équipements actifs et passifs.

Les cordons de brassage ou autres éléments sont à la charge du prestataire.

Les matériaux des murs extérieurs sont en parpaing et enduit, l'intérieur est en cloisons placo-plâtre de type « BA13 ». Il n'y a pas de présence d'amiante sur le site.

Le site répond aux besoins en courant fort.

Il sera nécessaire en cas d'interruption électrique un maintien du système pendant 30min (onduleur).

A2.3.- Existant sur site

A) Partie Vidéo

Le site ne contient aucun système vidéo existant.

B) Partie contrôle d'accès

- Ancien contrôle d'accès non conforme à retirer
- 8 portes intérieures équipées en contrôle d'accès avec des serrures électromécaniques
- 2 portes extérieures équipées en contrôle d'accès avec ventouses 300kg 24v existantes
- Les systèmes de verrouillage (serrures électromécaniques, ventouses, ...) des 10 portes contrôlées en place sont réutilisables
- Le câblage existant de type « 5 paires » en bon état est réutilisable
- Les équipements de porte existants tels que les BBG vert et boutons sortis sont réutilisables
- Bâtiment ERP type W 'Administration' catégorie 4 'jusqu'à 300 personnes'

A2.4.- Besoin et énoncé des travaux

Il est demandé la mise en place d'une solution permettant d'inter connecter les sous domaines vidéo protection et contrôle d'accès avec les fonctionnalités suivantes :

=> Pilotage caméra mobile sur remontée d'alarme du système de contrôle d'accès

=> Affichage d'un pop up vidéo sur remontée d'alarme du système de contrôle d'accès (accès refusé, porte restée ouverte,)

=> Affichage d'une consigne selon typologie d'alarme

=> Interface graphique avec plan et animation d'icône de portes avec possibilité d'ouverture à distance

=> Affichage des événements contrôle d'accès au fil de l'eau (état ouvert ou fermé des portes, état de non fonctionnement des lecteurs...)

A) Besoin partie Vidéo

- 6 dômes extérieurs (3 en 4Mpx et 3 en 12Mpx)
- 8 dômes intérieurs (3 en 2Mpx, 3 en 8 Mpx et 2 en 12Mpx)
- 2 PTZ 8 Mpx
- Enregistrement sur 30 jours de chaque caméra
- Tirage de 820 mètres de câblage 'cuivre' repartitionné environ en 6*70 mètres (pour les 6 dômes extérieurs) + 8*50 mètres (pour les 8 dômes intérieurs)
- Tirage de 130 mètres de fibres, 50 mètres dans une gaine existante enterrée et 80 mètres à travers du chemin de câbles existant (pour la première PTZ)
- Tirage de 140 mètres de fibres en chemin de câbles dont 25 mètres de génie civil pour créer un passage de câble (tranchée, gainage, rebouchage et re-goudronnage) pour la seconde PTZ
- Positionnement des caméras extérieures à 4 mètres de hauteur, accessibilité par nacelle possible,
- L'alimentation des caméras (hors PTZ raccordées en fibre) sera en POE+,
- Installation d'un poste de visualisation des images affichant les vignettes de toutes les caméras sur un nouvel écran 42 pouces pour le gardien à l'accueil
- Installation et configuration d'un poste d'extraction d'image dans le local technique.
- La solution propose les fonctionnalités de masquage, de tracking et de pop up sur détection
- La solution offre des fonctionnalités facilitant la recherche et l'extraction d'image (à décrire dans le mémoire technique)

B) Partie contrôle d'accès

- Remplacement du CA existant pour les 10 portes déjà équipées (8 portes intérieures et 2 portes extérieures)
 - Equipement d'un nouveau CA en entrée et d'un verrouillage pour 2 portes extérieures existantes :
 - 1 porte extérieure à équiper d'un bandeau ventouse 2x 300kg, longueur de câble de 30 m entre la porte et le local technique, utiliser le chemin de câble existant
 - 1 porte extérieure à équiper d'une serrure électro mécanique à béquille contrôlée mono point, longueur de câble de 50 m entre la porte et le local technique, utiliser le chemin de câble existant
 - Ces portes sont à intégrer au nouveau système de contrôle d'accès
 - Dépollution de l'ancien contrôle d'accès non conforme,
 - La solution doit être compatible carte agent
 - Installation et configuration d'un poste d'exploitation avec un écran 27 pouces à l'accueil permettant la supervision du système de contrôle d'accès couplée à la vidéo protection comme décrits plus haut.
 - Installation et configuration d'un poste d'encodage et enrôlement avec un écran 32 pouces
-